

Cession et inexécution

La cession du contrat consiste à une substitution de l'une des parties au contrat par un nouveau cocontractant (art. 1216 C civ.).

Elle est valide avec :

- L'accord du cocontractant
- Une constatation écrite, à peine de nullité.

Sanctions de l'inexécution

La force majeure, cause d'exonération

- **Imprévisible** : in abstracto au jour du contrat.
- **Irrésistible** : impossibilité d'exécuter absolue, s'évalue in abstracto
- **Extérieure** : échappe au contrôle du débiteur.

Dès lors que l'inexécution est due à un cas de force majeure, il y a résolution de plein droit du contrat : les parties sont libérées de leurs obligations. De plus, cela ne peut donner lieu à des dommages et intérêts.

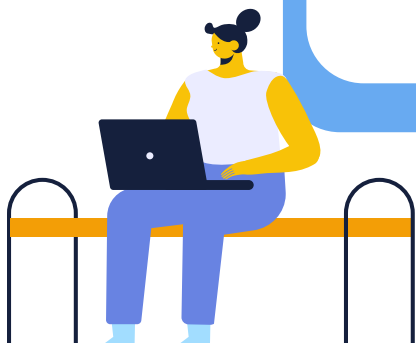
L'exécution forcée en nature

L'exécution forcée en nature est le moyen de vaincre la résistance du débiteur qui refuse d'exécuter ses engagements contractuels.

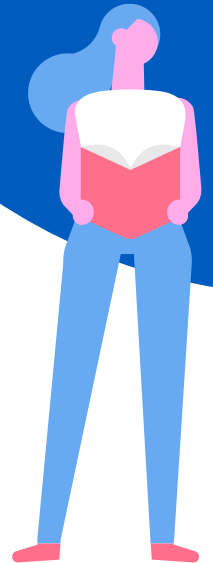
Cela n'est pas possible si l'exécution est impossible ou s'il existe une disproportion manifeste entre son coût pour le débiteur et l'intérêt pour le créancier.

Elle procure au créancier l'objet même de sa créance.

Elle doit faire suite à une mise en demeure du débiteur par le créancier. Le créancier pourra par ailleurs faire lui-même exécuter l'obligation, détruire ce qui a été fait en violation du contrat et même demander le remboursement au débiteur des sommes nécessaires à cette exécution.



Cession et inexécution



L'exception d'inexécution

Elle permet au créancier, confronté à une inexécution imputable au débiteur, de suspendre l'exécution de ses obligations de manière à contraindre ce débiteur à s'exécuter.

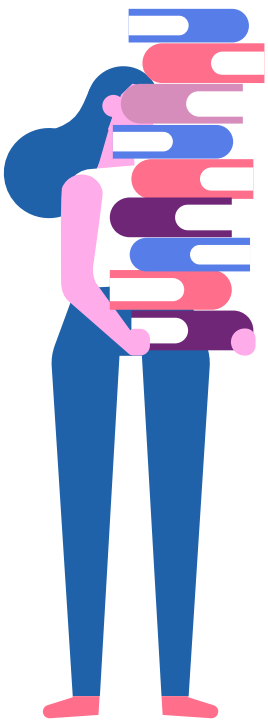
Mais cela est réservé aux contrats synallagmatiques.

Il faut justifier d'une inexécution suffisamment grave pour le créancier afin de pouvoir invoquer l'exception d'inexécution. De même, cette suspension doit être notifiée dans les meilleurs délais.

La résolution

La résolution met fin au contrat et a les mêmes effets que la nullité. Cela signifie qu'elle a un effet rétroactif.

- **Clause résolutoire** : stipulation introduite par les parties en prévoyant que, faute d'exécution de son obligation par l'une d'elles, le contrat pourra être résolu par l'autre. Le créancier doit mettre le débiteur en demeure et aucune condition de gravité de l'inexécution n'est exigée. La date d'effet correspond à la date prévue par les parties.
- **Résolution judiciaire** : le créancier demande au juge la résolution du contrat. Le juge a un pouvoir souverain d'appréciation, il peut accorder des délais au débiteur, prendre acte de l'offre d'exécution faite par le débiteur en cours de procédure, ordonner l'exécution du contrat, prononcer la résolution, étendre la résolution, condamner le débiteur... La date d'effet correspond à la date fixée par le juge ou à la date de l'assignation en justice.
- **Résolution unilatérale** : il faut un manquement d'une gravité suffisante. Le créancier va résoudre le contrat en notifiant sa décision au débiteur. Le débiteur pourra contester la résolution devant le juge. Si le juge confirme la résolution alors celle-ci gardera ses effets mais, si le juge estime qu'il n'y a pas lieu à résolution alors, le créancier verra sa responsabilité contractuelle engagée. La date d'effet correspond à la date de réception par le débiteur de la notification du créancier.



Cession et inexécution

La réduction du prix

Pour mettre en œuvre cette réduction du prix, il faut :

- Une exécution imparfaite de la prestation par le débiteur
- Une notification écrite au débiteur de la réduction proportionnelle du prix par le créancier.

Le prix sera réduit dès l'acceptation par le débiteur. À défaut, le juge est saisi et se prononce sur la réduction.

Réparation du préjudice causé

La mise en œuvre de la responsabilité contractuelle nécessite l'existence d'un dommage, d'une faute et d'un lien de causalité entre les deux.

Il existe différents types de dommages et intérêts :

- Dommages et intérêts **compensatoires** en cas d'inexécution
- Dommages et intérêts **moratoires** en cas de retard dans l'exécution.

La force majeure, qui provoque la résolution du contrat, interdit la réclamation de dommages et intérêts.

La mise en œuvre de la responsabilité contractuelle nécessite la mise en demeure du débiteur préalable. La résolution est alors de plein droit.

En cas de faute lourde ou dolosive du débiteur, les dommages et intérêts ne se composent que de la suite directe de l'inexécution.

Enfin, une **clause pénale** peut être ajoutée au contrat afin de fixer à l'avance les dommages et intérêts en cas d'inexécution contractuelle. Elle se réalise après la mise en demeure du débiteur, sauf lorsque l'inexécution est définitive.

